

SERVICES
TECHNIQUES

-.°-°-°-

ADMINISTRATIF

-.°-°-°-

ST/JZ/EL/SD

Domaine : VOIRIE / TRAVAUX

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

ARRETE DU MAIRE N°43/2026

Département de
SEINE-ET-MARNE

-.°-°-°-

Canton de
PONTAULT-COMBAULT

-.°-°-°-

Commune de
ROISSY-EN-BRIE

Objet : Réglementation du stationnement et de la circulation, au 34 avenue du Général Leclerc, à Roissy-en-Brie, pour travaux de création d'un branchement gaz sur trottoir par l'entreprise ECR, à compter du lundi 15 juin 2026 jusqu'au vendredi 10 juillet 2026.

Le Maire de la Commune de Roissy-en-Brie

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

VU le nouveau Code de la Route et notamment les articles R411-8 et R411-25 et R417-1 à R417-13,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 22 octobre 1963 modifiée par divers arrêtés subséquents, et notamment l'article 55 du Livre I- 4^{ème} partie,

CONSIDERANT la demande de l'entreprise ECR domiciliée 08 rue de l'industrie, 77550 Limoges-Fourches, en vue d'effectuer des travaux de création d'un branchement gaz sur trottoir, au 34 avenue du Général Leclerc à Roissy-en-Brie,

CONSIDERANT la nécessité de réglementer le stationnement et la circulation au droit et en face du chantier situé 34 avenue du Général Leclerc, à Roissy-en-Brie, pendant la durée des travaux.

ARRETE

Article 1 : La circulation se fera par restriction de chaussée au droit du chantier au moyen d'homme trafic, au 34 avenue du Général Leclerc, à Roissy-en-Brie, à partir du lundi 15 juin 2026 jusqu'au vendredi 10 juillet 2026.

Article 2 : La stationnement de tout véhicule, sauf véhicule de chantier et de secours, sera interdit au droit et en face du chantier situé 34 avenue du Général Leclerc, à partir du lundi 15 juin 2026 jusqu'au vendredi 10 juillet 2026.

Article 3 : Les travaux de réfection de chaussée devront respecter les prescriptions de l'arrêté du Maire n°234/81.

Article 4 : L'entreprise ECR sera chargée de l'installation et de l'entretien de la signalisation réglementaire.

Article 5 : Tout contrevenant à ce présent arrêté pourra faire l'objet de poursuites et être verbalisé.
Les véhicules stationnant sur les lieux de la zone des travaux indiquée sur le présent arrêté pourront être enlevés et déposés en fourrière (*notamment, selon l'article R417-10 du code de la route*).

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois, à compter de sa publication.

Article 7 : MM. et Mme
- Le Maire de Roissy-en-Brie,
- Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Le Chef de Service de la Police Municipale de Roissy-en-Brie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Pour le Maire,
Le 1^{er} Adjoint délégué en charge de l'Aménagement durable,
et de la Transition écologique, des
Travaux et de la commande publique
Jonathan ZERDOUN

Signé électroniquement par :
Jonathan ZERDOUN
Le 27/04/2026 à 12:01